

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DES FINANCES
ET DU BUDGET

RAPPORT D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE



2024

Premier trimestre



Direction générale du Budget



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



**MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET**

RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

Premier trimestre 2024



Direction générale du Budget

Mai 2024

SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER TRIMESTRE 2024

Le présent rapport est préparé en application de l'article 70 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances et publié conformément aux dispositions prévues au point 6.6 de l'annexe à la loi n° 2022-12 du 27 décembre 2022 portant Code de transparence dans la gestion des Finances publiques.

Il présente la situation d'exécution du budget de l'État du Sénégal à la fin du premier trimestre 2024 au regard des prévisions de la loi n°2023-18 du 15 décembre 2023 portant Loi de Finances initiale (LFI) pour l'année 2024 et des différents mouvements de crédits opérés sur la période. Le tableau ci-dessous récapitule l'exécution des recettes et des dépenses du budget général, conformément à la présentation générale des ressources et des charges de la loi de finances de l'année.

Les ressources du budget général mobilisées au 31 mars 2024 s'élèvent à **803,24 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **17,11%** des prévisions de la LFI.

Les dépenses du budget de l'Etat (base ordonnancement) sont réalisées à hauteur de **1 358,71 milliards FCFA** représentant 24,30% des crédits ouverts au 31 mars 2024.

Présentation générale de l'exécution des recettes et des dépenses du budget général à la fin du 1^{er} trimestre 2024 (en milliards de FCFA)

Rubriques	LFR (1)	Report (2)	Modifications (3)	Crédits ouverts/Prev. Fin. (4)	Exéc. (5)	Taux d'exéc. (5/4)
BUDGET GENERAL						
RECETTES						
Recettes fiscales	4180,00			4180,00	735,45	17,59%
Recettes non fiscales	210,00			210,00	39,74	18,92%
Total recettes internes	4390,00	0,00	0,00	4390,00	775,18	17,66%
Dons budgétaires	47,20			47,20	0,00	0,00%
Dons en capital	256,60			256,60	28,06	10,94%
Total recettes externes	303,80	0,00	0,00	303,80	28,06	9,24%
I TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	4693,80	0,00	0,00	4693,80	803,24	17,11%
DEPENSES						
Charges financières la dette publique	578,27	0,00	0,00	578,27	181,67	31,42%
Dépenses de personnel	1442,47	0,00	0,00	1442,47	353,49	24,51%
Dépenses d'acquisitions de biens et services	422,14	0,00	-6,28	415,87	90,03	21,65%
Dépenses de Transfert courant	1254,75	0,00	6,28	1261,03	402,74	31,94%
Total dépenses ordinaires	3697,63	0,00	0,00	3697,63	1027,94	27,80%
Dépenses en capital sur ressources internes	1134,67	56,73	0,00	1191,41	173,52	14,56%
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	339,29	24,63	-15,87	348,04	20,64	5,93%
Dépenses de transferts en capital	795,38	32,11	15,87	843,36	152,88	18,13%
Dépenses en capital sur ressources externes	701,60	0,00	0,00	701,60	157,26	22,41%
Total dépenses en capital	1836,27	56,73	0,00	1893,01	330,78	17,47%
II TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	5533,90	56,73	0,00	5590,64	1358,71	24,30%



SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET

Comparées au premier trimestre 2023, les ressources du budget général ont évolué à la hausse de **13,94 milliards FCFA** en valeur absolue, soit 1,77% en valeur relative. Cette hausse est imputable aux ressources internes (**+17,10 milliards FCFA, soit +2,3%**) grâce au bon niveau de recouvrement des recettes fiscales (**+28,8 milliards FCFA, soit 4,0%**), notamment des impôts directs et indirects qui ont respectivement augmenté de **0,76 milliard FCFA** (soit 0,3%) et **22,17 milliards FCFA** (soit 5,3%), par rapport à l'année précédente.

1. Les crédits du budget général ouverts par la LFI 2024 pour un montant de **5 533,90 milliards FCFA** ont été revus à la hausse de **56,73 milliards FCFA** pour se chiffrer à **5 590,64 milliards FCFA** au 31 mars 2024. Cette hausse est due aux reports de crédits d'investissement financés sur ressources internes (**56,73 milliards FCFA**) effectués en début d'année.

Les dépenses exécutées du budget général s'élèvent à **1 358,71 milliards FCFA** représentant **24,30%** par rapport aux crédits ouverts, au 31 mars 2024.

Dans le détail, les taux d'exécution sont les suivantes :

- **27,80%** pour les dépenses ordinaires, soit **1 027,94 milliards FCFA** et
- **17,47%** pour les dépenses en capital, soit **330,78 milliards FCFA**.

L'exécution des dépenses du budget général est répartie par catégorie de dépenses ainsi qu'il suit :

- Charges financières de la dette publique : **181,67 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **31,42%** ;
- Dépenses de personnel : **353,49 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **24,51%** ;
- Dépenses d'acquisitions de biens et services : **90,03 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **21,33%** ;
- Dépenses de Transferts courants : **402,74 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **32,10%** ;
- Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat : **20,64 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **5,93%** ;
- Dépenses de transferts en capital : **152,88 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **18,13%** et
- Dépenses en capital sur ressources externes : **157,26 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **22,41%**.

2. Le Fonds national de retraite (FNR) :

- en ressources, la mobilisation pour le FNR a porté sur un montant de **42,99 milliards FCFA** au titre des cotisations sociales, soit **25,52%** des prévisions annuelles de **168,47 milliards FCFA** et
- en dépenses, les crédits exécutés pour la prise en charge des allocations de pensions ont été de **30,20 milliards FCFA**, soit **17,93%** des prévisions annuelles.

A la date du 31 mars 2024, le FNR dégage ainsi un solde positif de **12,79 milliards FCFA**, contre **7,64 milliards FCFA** à la même date en 2023, soit une augmentation de **5,154 milliards FCFA**.

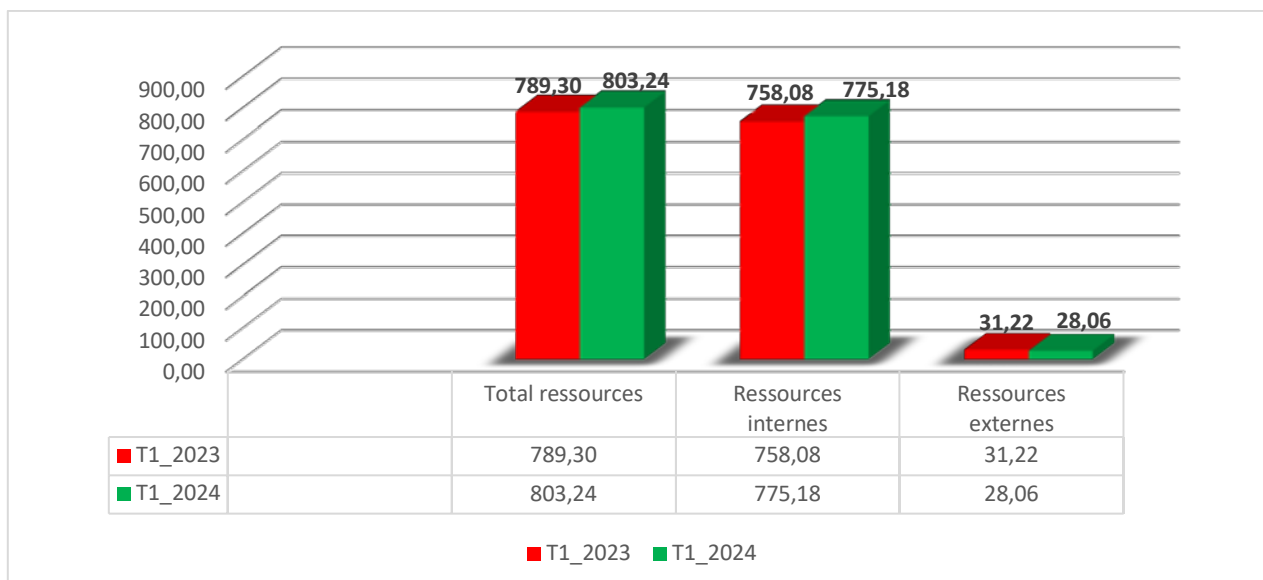
I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Les ressources du budget général mobilisées à la fin mars 2024 s'élèvent à **803,24 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **17,11%** par rapport à l'objectif annuel de **4 693,80 milliards FCFA** fixé par la loi de finances initiale de 2024 (LFI 2024).

Par rapport à la même période en 2023 (**789,30 milliards FCFA**), la mobilisation de ces ressources a enregistré une hausse de **13,94 milliards FCFA** en valeur absolue, soit **1,8%** en valeur relative.

Les ressources du budget général mobilisées jusqu'à fin mars 2024 sont essentiellement composées de ressources internes (recettes fiscales et recettes non fiscales) pour une part de **96,51%**.

Figure 1 : Evolution des ressources du budget général en glissement annuel au 1^{er} trimestre 2024 (en milliards de FCFA)



Source : DEES/DGCPT/MFB

I.1 LES RESSOURCES INTERNES

A la fin du premier trimestre 2024, les ressources internes du budget général ont été recouvrées à hauteur de **775,18 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **83,7%** par rapport à l'objectif fixé pour le premier trimestre (**926,32 milliards FCFA**).

Elles sont ainsi constituées de recettes fiscales (**735,45 milliards FCFA**) et de recettes non fiscales (**39,74 milliards FCFA**).

Comparé à la même période de l'année 2023, le recouvrement des ressources internes est en hausse de **17,10 milliards FCFA** (soit **2,26%**), une augmentation expliquée par le niveau de recouvrement des recettes fiscales de **+28,28 milliards FCFA** (soit **+4,0%**), atténuées par un repli des recettes non fiscales de **-11,18 milliards FCFA** (soit **-22,0%**).

Tableau 1 : Situation des recouvrements de recettes internes à la fin du premier trimestre 2024 (en milliards FCFA)

Natures des recettes	Recouvrement T1_2023	LFI2024	objectif T1_2024	Recouvrement T1_2024	Taux d'exécution T1_2024		Evolution T1 2024/T1 2023	
					Trim.	Annuel	En valeur	En %
Recettes fiscales	707,16	4180,0	892,9	735,45	82,4%	17,6%	28,28	4,0%
Recettes non fiscales	50,92	210,0	33,5	39,74	119%	18,9%	-11,18	-22,0%
Total Recettes	758,08	4390,0	926,32	775,18	83,7%	17,7%	17,10	2,3%

Source : DEES/DGCPT/MFB

I.2 LES RESSOURCES EXTERNES

Les dons reçus au cours du premier trimestre de 2024 s'élèvent à **28,06 milliards FCFA**, représentant un taux d'exécution de **9,24%** des prévisions de la loi de finances initiale (LFI) 2024. Ils sont exclusivement constitués de dons en capital destinés à financer des projets d'investissement durant le premier trimestre.

Les tirages sur dons en capital proviennent pour 83,5% des principaux partenaires que sont respectivement: l'USAID (34,1%), l'AFD (18,9%), la GIZ (17,3%), et la Banque mondiale (13%).

Tableau 2 : Situation des dons reçus à la fin du 1er trimestre 2024 (en milliards de FCFA)

Natures des dons	LFI 2024	T1 2023	T1 2024	Taux d'exéc. T1_2024	Evolution T1_2024/T1_2023	
					En valeur	
Dons courants	47,20	4,00	0,00	0,00%	-4,00	-8,47%
Dons en capital	256,60	27,22	28,06	10,94%	0,84	0,33%
Total ressources externes	303,80	31,22	28,06	9,24%	-3,16	-1,04%

Source : DODP/DGB/MFB

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

II.1 MODIFICATIONS DE CREDITS DE PAIEMENT OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES

Les crédits de paiement (CP) ouverts par la LFI 2024 ont connu une hausse de **56,73 milliards FCFA**, au cours du premier trimestre de 2024, passant de **5 533,90** à **5 590,64 milliards FCFA**, du fait des reports de crédits de **56,73 milliards FCFA** sur les dépenses en capital financées sur ressources internes.

Globalement, la répartition par catégorie de dépenses intégrant les reports de crédits de la LFI 2024 se présente comme suit :

- les crédits ouverts au titre de dépenses d'acquisition de biens et services de l'Etat ont été diminués d'un montant de **6,28 milliards FCFA** ;
- les crédits ouverts au titre de dépenses de transfert courant ont été augmentés d'un montant de **6,28 milliards FCFA** ;
- les crédits ouverts au titre de dépenses d'investissement exécutées par l'Etat ont été augmentés d'un montant de **8,75 milliards FCFA** et
- les crédits ouverts au titre de dépenses de transferts en capital ont connu une augmentation de **47,98 milliards FCFA**.

Tableau 3 : Situation des modifications de crédits à la fin du premier trimestre de 2024 (en milliards de FCFA)

Catégories de dépenses	LFI_2024	Reports de crédits	Modifications	Crédits ouverts T1_2024
Charges financières de la dette	578,27	0,00	0,00	578,27
Dépenses de personnel	1442,47	0,00	0,00	1442,47
Dépenses d'acquisitions de biens et services	428,42	0,00	-6,28	422,14
Dépenses de Transfert courant	1248,47	0,00	6,28	1254,75
Dépenses en capital sur ressources internes	1134,67	56,73	0,00	1191,41
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	339,29	24,63	-15,87	348,04
Dépenses de transferts en capital	795,38	32,11	15,87	843,36
Dépenses en capital sur ressources externes	701,60	0,00	0,00	701,60
Total budget général	5533,90	56,73	0,00	5590,64

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

II.2 EXECUTION CONSOLIDEE DES DEPENSES

Les dépenses du budget général ordonnancées au cours du premier trimestre 2024 s'établissent à **1 358,71 milliards FCFA** représentant **99,03%** des crédits liquidés au titre du premier trimestre 2024. L'exécution des dépenses est ainsi répartie entre :

- les dépenses ordinaires exécutées pour un montant de **1 027,94 milliards FCFA** sur des liquidations d'un montant de **1 038,31 milliards FCFA**, soit **99,00%** des engagements honorés et
- les dépenses en capital réalisées à hauteur de **330,78 milliards FCFA** sur des crédits liquidés d'un montant de **333,70 milliards FCFA**, soit **99,12%** des engagements honorés.

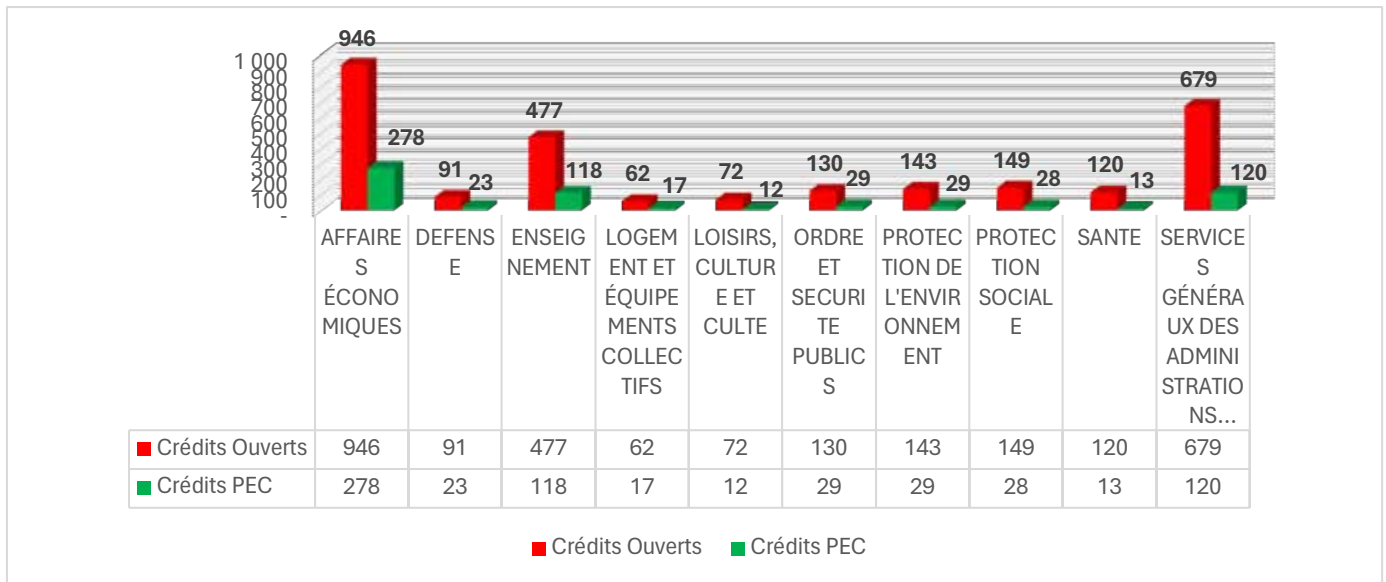
Tableau 4 : Situation des dépenses du budget général à la fin du premier trimestre de 2024 (en milliards de FCFA)

Catégories de dépenses		Liquidé. CP	CP.Ord	CP. Pris en Char	Taux d'exéc. CP Base Liquidat.
Dépenses ordinaires	Total dépenses ordinaires	1038,31	1027,94	1012,43	99,00%
	Charges financières de la dette	181,67	181,67	181,67	100,00%
	Dépenses de personnel	353,49	353,49	353,49	100,00%
	Dépenses d'acquisition de biens et services	98,01	90,03	78,48	91,86%
	Dépenses de transferts courants	405,14	402,74	398,79	99,41%
Dépenses en capital	Total dépenses en capital	333,70	330,78	317,36	99,12%
	Dépenses en capital sur ressources internes	176,44	173,52	160,10	98,34%
	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	22,31	20,64	11,29	92,50%
	Dépenses de transferts en capital	154,13	152,88	148,81	99,19%
	Dépenses en capital sur ressources externes	157,26	157,26	157,26	100,00%
TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL		1372,01	1358,71	1329,79	99,03%

Source : TOFE/DGCPT/MFB et SYSBUDGEP/DGB/MFB

La situation d'exécution des dépenses financées sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) selon l'objet socio-économique se présente comme suit :

Figure 2 : Exécution des dépenses sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartie par fonction à la fin du premier trimestre 2024 (en milliards de FCFA)



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

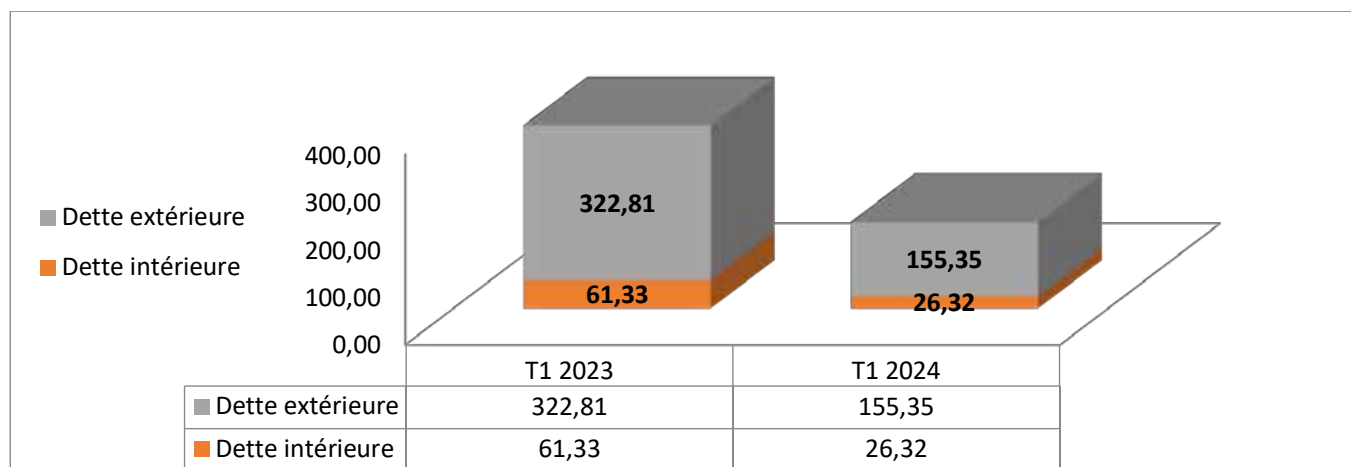
II.3 EXECUTION DES DEPENSES ORDINAIRES

1. Charges financières de la dette

Les charges financières de la dette au cours du premier trimestre 2024 s'élèvent provisoirement à **181,67 milliards FCFA**, représentant environ **31,42%** des prévisions de la LFI 2024.

Comparées à la même période de l'année précédente, les charges financières ont baissé de 52,7% (soit **-202,47 milliards FCFA**). Celle-ci est imputable surtout aux charges de la dette extérieure qui ont connu une baisse de 51,88% (soit **-167,46 milliards FCFA**). Concernant les charges de la dette intérieure, elles ont aussi baissé de 57,08% (soit **-35,01 milliards FCFA**).

Figure 3 : Evolution des charges financières de la dette à la fin du 1er trimestre 2024 (en milliards de FCFA)



Source : TOFE/DEES/DGCPT/MFB

2. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel exécutées au 31 mars 2024 s'élèvent à **353,491 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 24,51% sur des crédits ouverts (1 442,465 milliards FCFA).

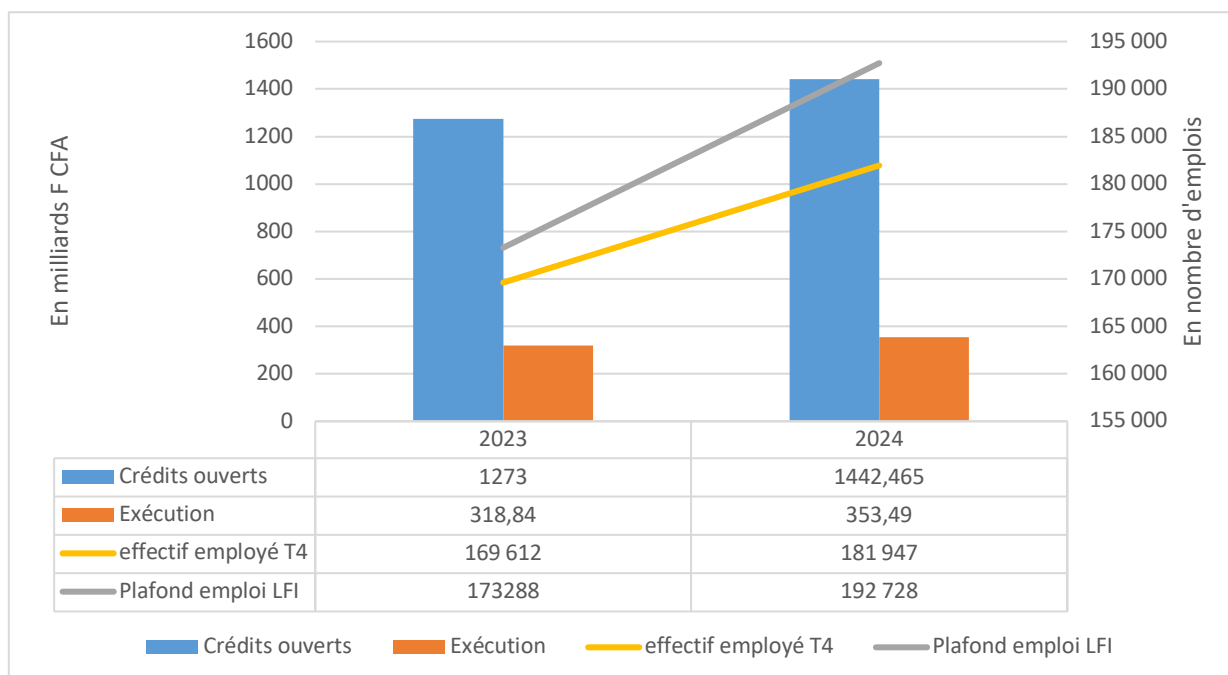
Comparée au trimestre précédent, la masse salariale a augmenté de **29,388 milliards**, soit 9% en valeur relative.

En glissement annuel, les dépenses de personnel ont évolué de **34,651 milliards** en valeur absolue et 11% en valeur relative, cette hausse est due à la prise en charge des échéances relatives aux accords signés entre l'Etat et les organisations syndicales des secteurs de l'éducation et de la santé en 2022.

Les dépenses de personnel sont principalement portées par les secteurs de l'Education et de la Formation professionnelle avec un montant de **191,355 milliards**, soit 56,2% du total. Suivent respectivement le secteur des forces de défense et de sécurité (**84,532 milliards, soit 24,8%**), le secteur de la santé (**19,343 milliards, soit 5,7%**), le Ministère des Finances et de Budget (**10,632 milliards, soit 3,1%**), le Ministère de la justice (**8,807 milliards, soit 2,6%**) et les Institutions (**8,507 milliards, soit 2,5%**). Les autres secteurs se partagent 5,1% de la masse salariale, soit **17,297 milliards**.

L'effectif des agents de la fonction publique se chiffre à la fin du premier trimestre de 2024 à **181 947 agents** soit une progression de 3,0% par rapport au trimestre précédent.

Figure 4 : Evolution de la masse salariale et des effectifs au 1er trimestre 2024 (en milliards de FCFA)



Source :DS/DGB/MFB

3. Autres dépenses ordinaires

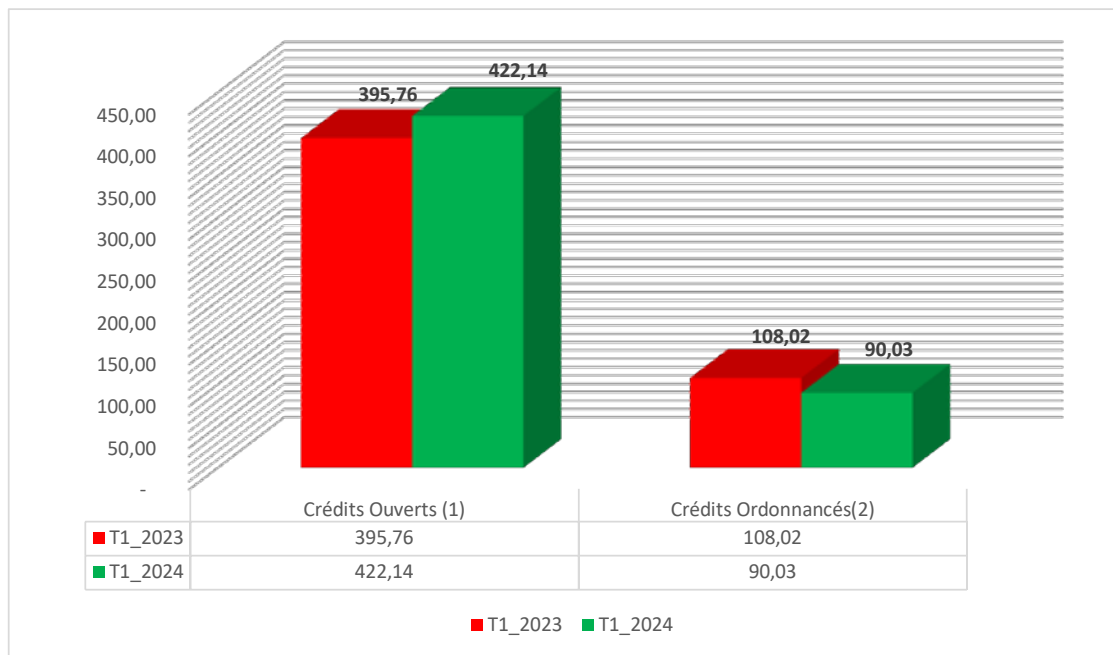
Les autres dépenses ordinaires comprennent :

- les dépenses d'acquisition de biens et services destinées au fonctionnement des services des ministères et des institutions et
- les dépenses de transferts courants destinées aux charges d'exploitation d'entités externes au budget général de l'Etat ainsi qu'aux appuis à des catégories socio-professionnelles de la population.

3.1 Dépenses d'acquisition de biens et de services

Au 31 mars 2024, les dépenses d'acquisition de biens et services ont été ordonnancées à hauteur de 21,33% représentant un montant de **90,03 milliards FCFA** des crédits ouverts contre **108,02 milliards FCFA** un an auparavant, soit une baisse de **17,99 milliards FCFA** en glissement annuel.

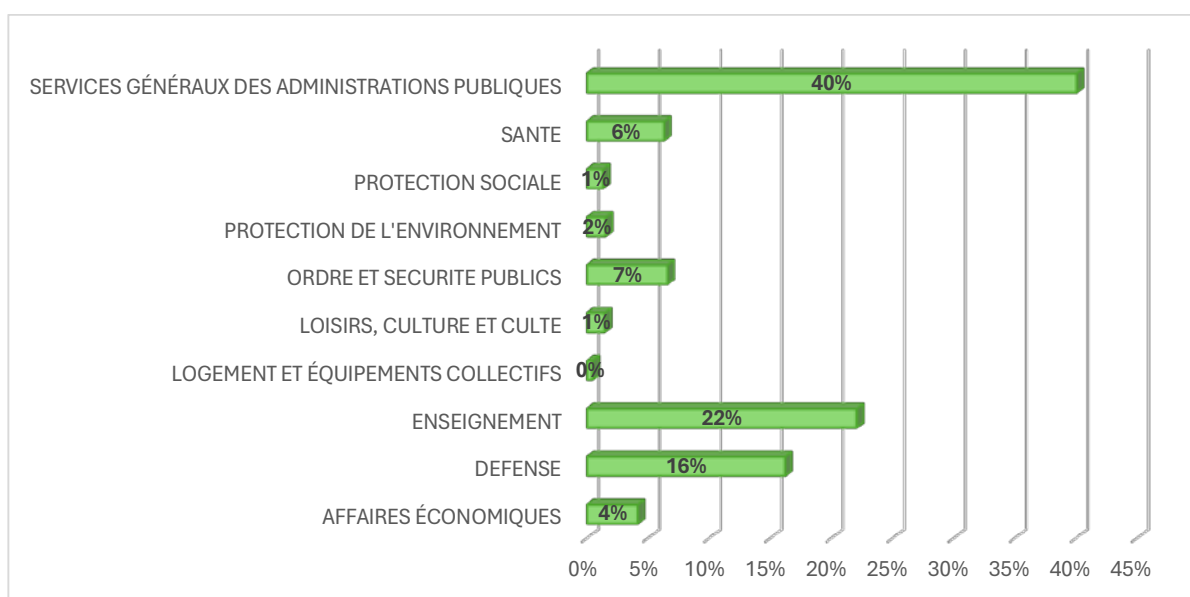
Figure 5 : Evolution de l'exécution des dépenses de biens et de services à la fin du 1er trimestre 2024. (en milliards de FCFA)



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Par destination fonctionnelle, les niveaux d'exécution des dépenses d'acquisition de biens et services se présentent comme suit :

Figure 6 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses d'acquisitions de biens et services à la fin du 1er trimestre 2024



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Les taux d'exécution affichés sont essentiellement portés par les dépenses des services généraux des administrations publiques (40%) à travers la dotation des charges non réparties qui a enregistré, au niveau des impôts et taxes payés sur les marchés sur ressources extérieures, une forte mobilisation des crédits de **20,3 milliards FCFA** sur une prévision initiale de **6 milliards FCFA**. On peut également citer le paiement des dépenses permanentes (eau) pour **3,4 milliards FCFA** destinés à la prise en charge des factures d'eau de l'administration centrale.

Parmi les autres secteurs, figurent :

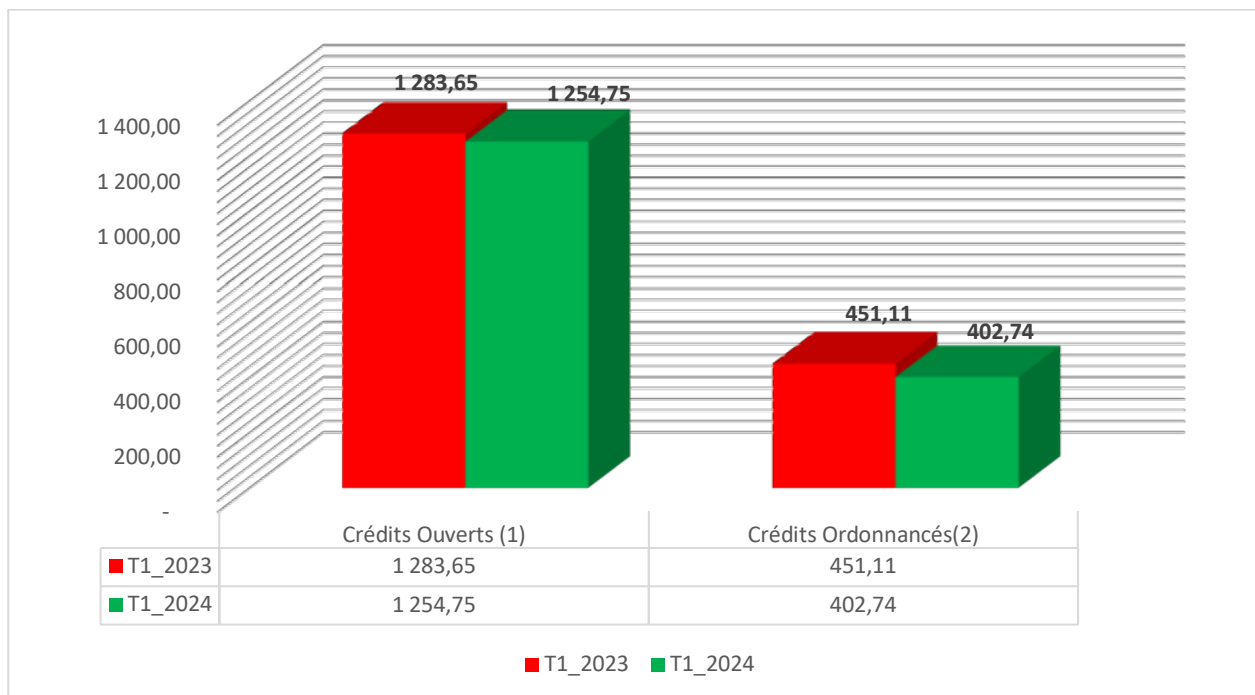
- l'« **Enseignement** » (**22%**) : en liaison avec les programmes « Pilotage » (23%) qui regroupent pour l'essentiel des crédits destinés au paiement des professeurs et maîtres contractuels de l'Education;
- la « **Défense** » (**16%**) avec le programme « Pilotage coordination et gestion administrative » (50%) pour la prise en charge des dépenses d'élection et des prestations de service.

Enfin, d'autres secteurs ont été beaucoup moins performants, notamment les « logements équipements collectifs » (0%), les « loisirs, culture et culte » (1%), la « protection sociale » (1%) et la « protection de l'environnement » (2%).

3.2 Dépenses de transferts courants

Les transferts courants ordonnancés au 31 mars 2024 s'élèvent à **402,74 milliards**, soit un taux d'exécution de 32,10% contre **35,14%** un an auparavant (soit **451,11 milliards FCFA**).

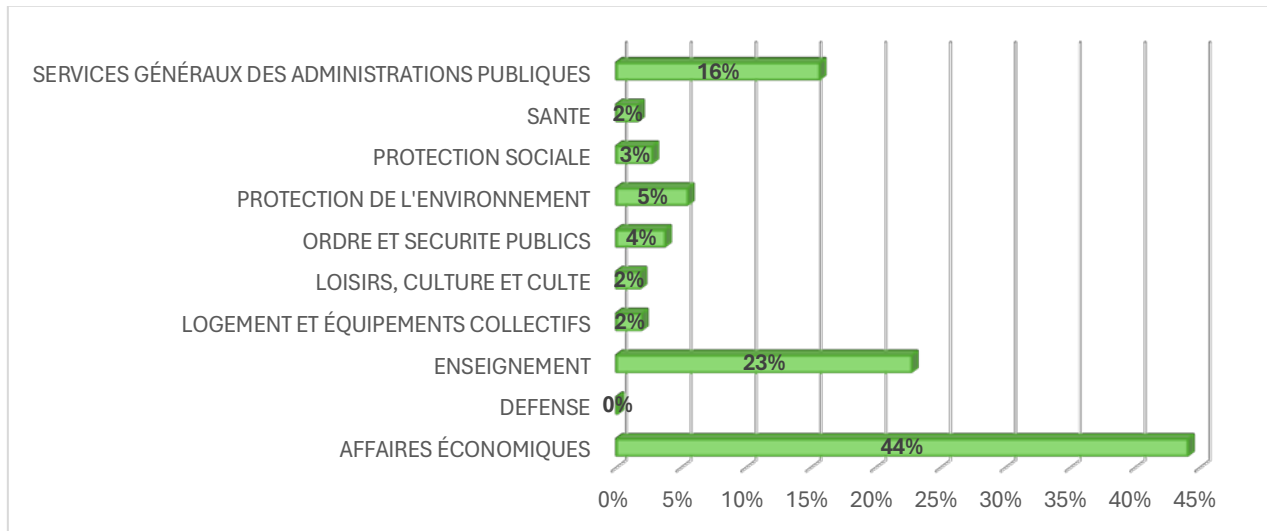
Figure 7 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts courants à la fin du 1er trimestre 2024 (en milliards de FCFA)



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Par destination fonctionnelle, les niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants se présentent comme suit :

Figure 8 : Taux d'exécution des transferts courants selon la fonction de la dépense à la fin du 1^{er} trimestre 2024



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

A l'analyse, il apparaît que les affaires économiques (44%), l'enseignement (23%) et les services généraux des administrations publiques (16%) ont été les secteurs porteurs de cette catégorie de dépenses. Pour toutes les autres fonctions, les montants ordonnancés sont en dessous de 6%.

Dans le détail, les niveaux d'exécution les plus satisfaisants se présentent comme suit :

- « **Affaires économiques** » (44%) portées par :
 - la subvention au profit du Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Énergie (FSE) (122,75 milliards FCFA) dont 56,6 milliards FCFA qui sont effectivement payés au titre de la compensation tarifaire et des pertes commerciales ;
 - l'exécution à hauteur de 75% des crédits ouverts au profit de « Air Sénégal » ;
 - la subvention au profit de ISRA (33%) ;
 - la mobilisation, à hauteur de 32%, des crédits ouverts pour l'Agence de Régulation des Télécommunications et Postes (ARTP) et
 - la Convention État-Employeur (31%).
- « **Enseignement** » (23%) porté par les programmes, d'une part, des « Œuvres sociales universitaires » (50,2%) pour prendre en charge les bourses universitaires nationales et étrangères (55,3%) et la subvention aux œuvres sociales (43%) et, d'autre part, de l'Éducation supérieure (23,3%) au titre des subventions faites aux Instituts d'Enseignement Supérieurs (IES) et aux Instituts supérieurs d'Enseignement professionnel (ISEP) pour 24,9% et
- « **Services généraux des administrations publiques** (16%) constitués principalement des dotations des institutions constitutionnelles, des charges non réparties (pertes commerciales, frais d'actes et de contentieux...).

4. Dépenses en capital

Les dépenses en capital ordonnancées au 31 mars 2024 s'élèvent à **330,78 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **17,47%** contre 18,59% un an auparavant. Ces dépenses sont réparties entre :

- les dépenses financées sur ressources internes, exécutées à hauteur de **14,56% (173,52 milliards FCFA)**, contre **15,4%** un an auparavant et
- et les dépenses financées sur ressources externes exécutées à **22,41% (157,26 milliards FCFA)** contre **23,64%** un an auparavant.

Les principaux secteurs ayant mobilisés l'essentiel des crédits sont ceux de l'agriculture, de l'hydraulique et de l'assainissement, de l'élevage, de l'environnement et du développement durable, des infrastructures et du développement communautaire et de l'équité territoriale avec les programmes PUDC, PUMA, Promovilles et la Couverture Maladie universelle

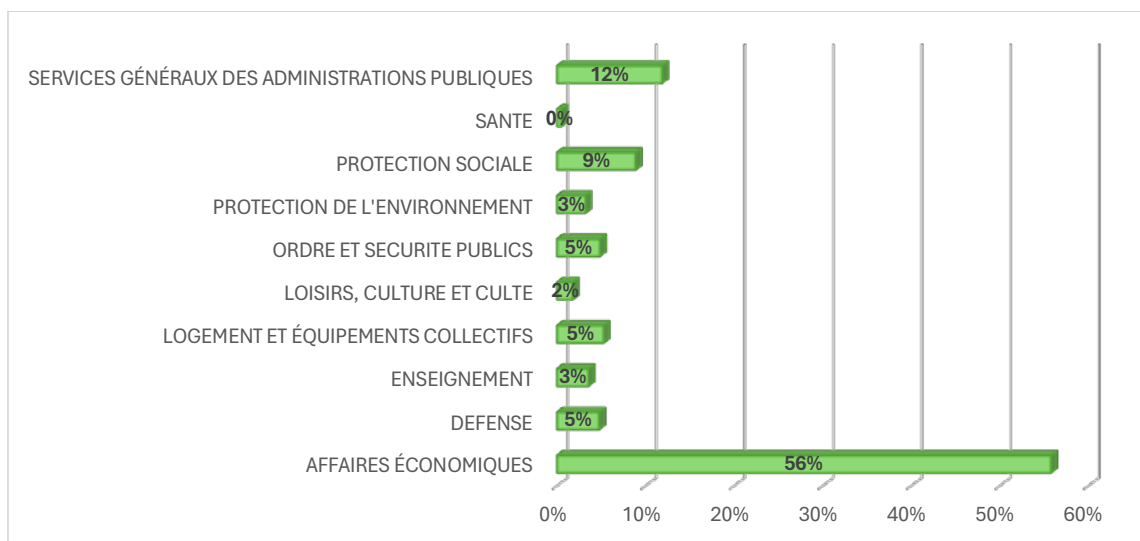
4.1 Dépenses en capital financées sur ressources internes

Les dépenses en capital financées sur ressources internes comprennent les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat (catégorie de dépenses 5) et les dépenses de transferts en capital (catégorie de dépenses 6).

Elles ont été ordonnancées, à fin mars 2024, pour un montant de **173,52 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 14,56% par rapport aux crédits ouverts de **1 191,41 milliards FCFA**. Elles comprennent les investissements exécutés par l'Etat et les transferts en capital.

Selon la fonction, la situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources internes est présentée par la figure ci-dessous

Figure 9 : Exécution des dépenses en capital sur ressources internes par destination fonctionnelle à la fin du 4ème trimestre



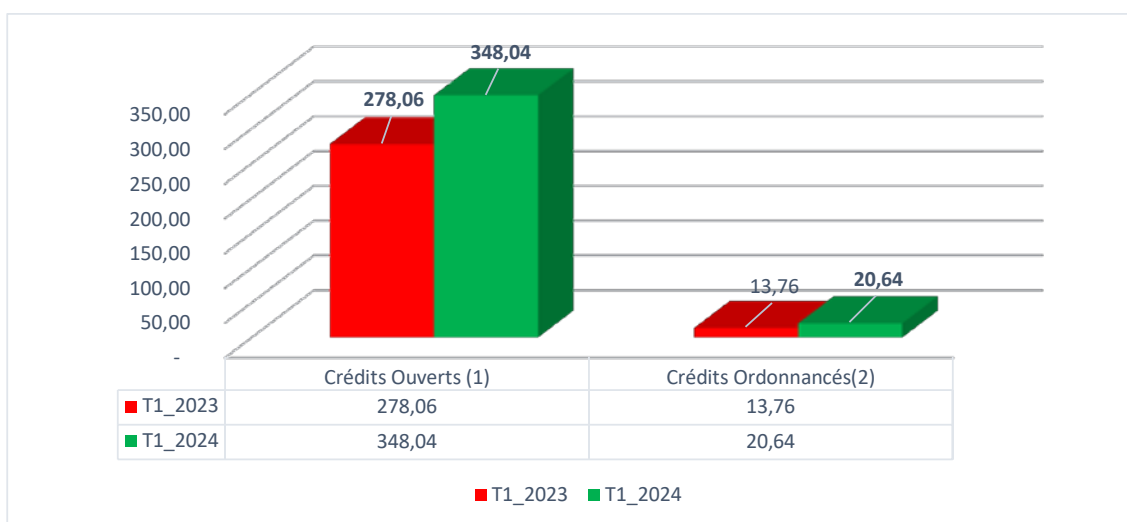
Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Ces dépenses sont orientées en majorité vers les secteurs des affaires économiques (56%), les services généraux des administrations publiques (12%), la protection sociale (9%), les logements et équipements collectifs (5%), la défense (5%), l'ordre et la sécurité publique (5%), ainsi que la protection de l'environnement (3%).

4.1.1 Les Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat

Les investissements exécutés par l'Etat ont été ordonnancés, à la fin du premier trimestre de l'année 2024, pour un montant de **20,64 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **5,93%** contre **4,95%** à la fin du premier trimestre de l'année 2023. Ce faible taux se justifie par des procédures de passation de marchés qui ne se dénouent généralement qu'à la fin du premier semestre.

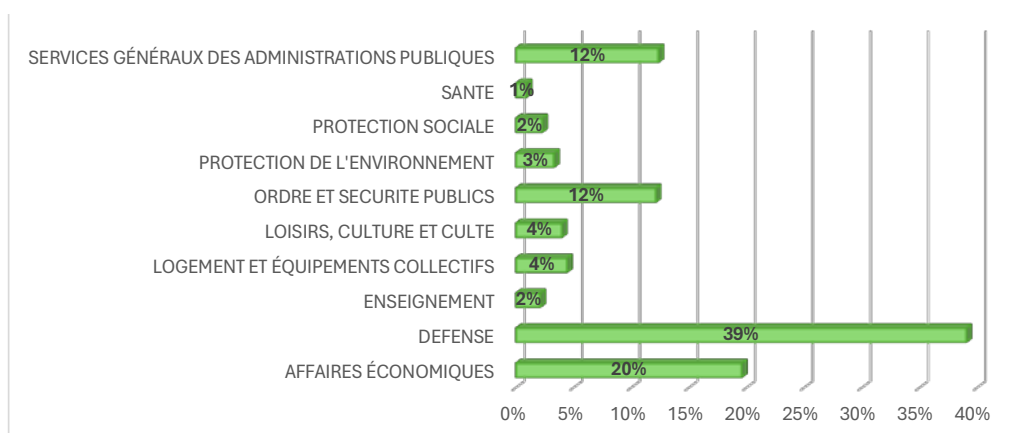
Figure 10 : exécution des crédits de dépenses d'investissements exécutées par l'Etat au 1er trimestre 2024 (en milliards de FCFA)



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Selon la destination socio-économique, la situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources internes est présentée suivant la figure ci-dessous.

Figure 11 : Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat selon la fonction de la dépense à la fin 1er trimestre 2024



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

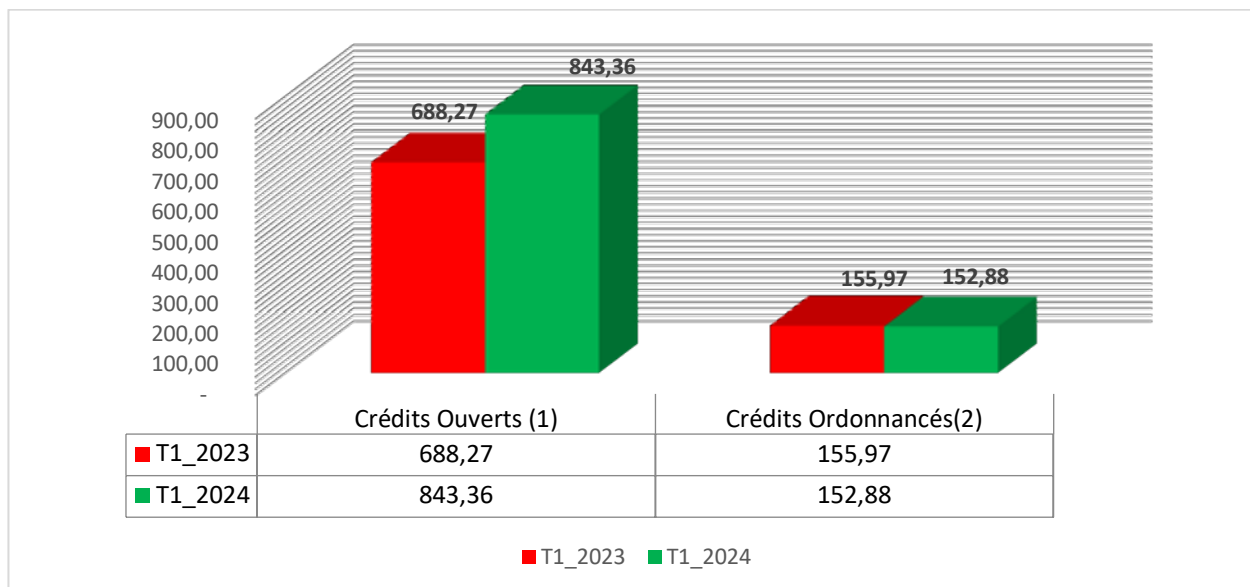
En termes de volume, les investissements exécutés par l'État constituent la catégorie de dépenses la plus faible. Cependant, des taux satisfaisants ont été réalisés, notamment en ce qui concerne la « **Défense** » (39%), les « **Affaires économiques** » (20%), les Services généraux des administrations publiques (12%) et « **l'ordre et la sécurité publique** » (12%).

Par contre, d'autres secteurs tels que « la santé », « l'Enseignement », la « protection sociale », la « Protection de l'environnement », les « Loisirs, culture et culte », et le « Logement et équipements collectifs » ont été moins performants avec des taux en dessous de 5%.

4.1.2 Dépenses de transferts en capital

Au 31 mars 2024, les transferts en capital ont été ordonnancés à hauteur de **18,13%** (soit **152,88 milliards de FCFA**) contre **22,7%** (soit **155,97 milliards de FCFA**) un an auparavant.

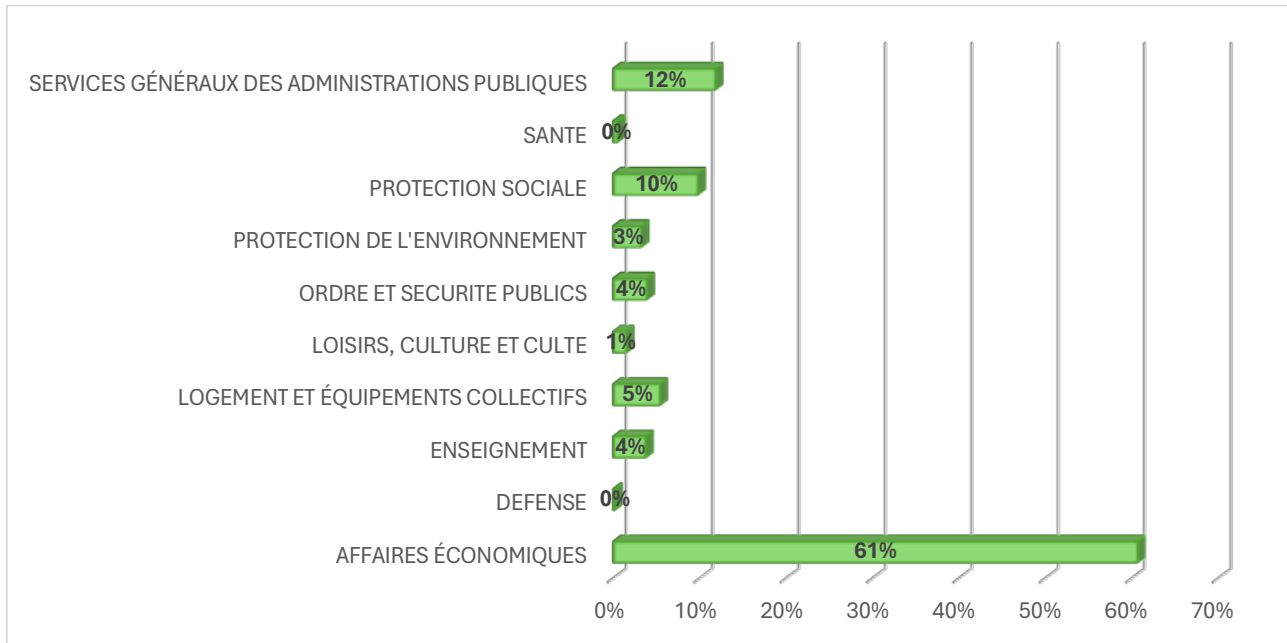
Figure 12 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts en capital à la fin du 1er trimestre 2024 (en milliards de FCFA)



Source : SYSBUDGEP/DGB

La répartition des crédits selon la classification fonctionnelle se présente comme suit :

Figure13 : Taux d'exécution des dépenses de transferts en capital selon la fonction de la dépense à la fin du 1er trimestre 2024



Source : SYSBUDGEPIDGBMFB

A l'analyse, il apparaît que le niveau de mobilisation des transferts en capital est tiré principalement par les « **affaires économiques** » (61%) avec les programmes :

- « Augmentation de la productivité et de la valorisation des produits agricoles » qui a mobilisé (34%) des crédits pour le financement de la campagne agricole ;
- « **Productions animales** » (100%) dans le cadre du projet d'appui au développement de la filière laitière et bovine et
- « Pilotage, Coordination et Gestion administrative » du Ministère en charge des collectivités territoriales à hauteur de 63% grâce à la mobilisation des crédits ouverts pour la mise en œuvre de l'Acte III de la Décentralisation.

Il s'ensuit « **les services généraux des administrations publiques** » (12%) et, la protection sociale (10%).

4.2 Dépenses en capital financées sur ressources extérieures

Les dépenses en capital financées sur ressources extérieures s'élèvent, à la date du 31 mars 2024, à **157,26 milliards de FCFA (soit 22,41%)**, pour des prévisions de **701,60 milliards FCFA** dans la Loi de Finances Initiale (LFI) de 2024.

L'exécution des dépenses en capital sur ressources extérieures, à la date du 31 Mars 2024, est portée par le secteur quaternaire, qui, à lui seul, a mobilisé **79,2 milliards FCFA**, soit **43,8%** des ordonnancements.

Les ressources sont principalement captées par les secteurs de l'Habitat et de l'Urbanisme (**18,2 milliards FCFA**), de la **Santé et nutrition (14,9 milliards FCFA)** et les **Equipements Administratifs (13,2 milliards FCFA)**.

Le secteur tertiaire qui a mobilisé **45,7 milliards FCFA soit 25,3%**, arrive en deuxième position. Les ressources injectées dans ce secteur ont surtout permis la poursuite de la réalisation des grands projets de l'Etat dans les sous-secteurs :

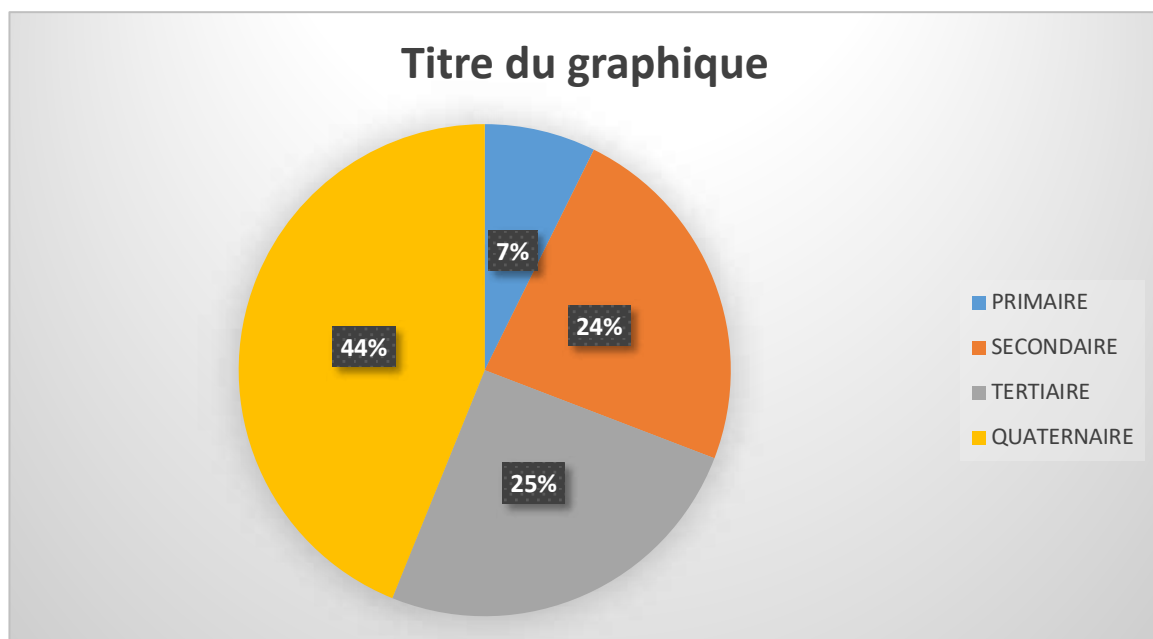
- des Transports routiers (**38,4 milliards FCFA**) et
- des Transports ferroviaires (**7,1 milliards FCFA**).

Ensuite, vient le secteur secondaire qui mobilise **42,4 milliards de FCFA** soit 23,5% porté principalement par le sous-secteur de l'Energie (**41,9 milliards de FCFA**).

Enfin le secteur primaire avec un montant de **13,2 milliards de FCFA** soit 7,3% des mobilisations, capté essentiellement par le sous-secteur **Agriculture (11,9 milliards FCFA)**.

L'essentiel des ressources extérieures mobilisées sont constituées de dons en capital pour un montant de **28,1 milliards FCFA** et de prêts projets pour un montant **129,2 milliards FCFA**.

Figure 14 : Répartition des tirages par secteur à la fin du mois de mars 2024



Source : MFB/DGB/DODP

III. LES RECETTES ET DEPENSES DU FONDS NATIONAL DE RETRAITE (FNR)

La situation d'exécution budgétaire du FNR fait ressortir un solde cumulé excédentaire de **12,79 milliards FCFA**, en fin mars 2024, contre **7,64 milliards FCFA** à la même période de l'année précédente, soit une augmentation de **5,15 milliards FCFA**. Cet excédent se justifie par :

- le nombre de cotisants qui passe de **132 520 à 142 068**, soit une augmentation de **9 548 cotisants** et ;
- la non prise en compte des rappels, qui seront régularisés au courant du deuxième trimestre 2024.

Les recettes générées à fin mars 2024 par le régime de base se chiffrent à **37,282 milliards FCFA** et celles du régime complémentaire à **5,707 milliards FCFA**, soit des recettes totales de **42,990 milliards FCFA**. En glissement annuelle, les recettes ont augmenté de **3,834 milliards FCFA**.

Les dépenses du régime de base, du régime complémentaire et des remboursements en fin mars 2024 sont respectivement arrêtées à **29,846 milliards FCFA**, à **0,222 milliards FCFA** et à **0,130 milliards FCFA**, soit un total de 30,20 milliards, représentant un taux d'exécution de **17,92%**, base LFI 2024. Comparée au premier trimestre de l'année 2023, la situation des dépenses a connu une baisse de **1,316 milliards FCFA**.

A fin mars 2024, le nombre total de cotisants est de **142 068** et le nombre de pensionnés de **74 240**, soit un rapport démographique de **1,914 cotisants / allocataires**, contre 1,787 un an plus tôt.

Tableau 5 : Situation d'exécution du FNR à la fin du premier trimestre 2024 en milliards de FCFA

	LFI 2024	T1_2023	T1_2024	Ecart n/n-1
Recettes (en milliards F CFA)	168,47339	39,156	42,99	3,834
dont régime complémentaire		5,269	5,707	0,438
Nombre de cotisants		132 520	142 068	9 548
Dépenses (en milliards F CFA)	168,47339	31,515	30,199	-1,316
Nombre Allocataires		73 316	74 240	924
Solde du FNR	0	7,641	12,791	5,15

Source : DP/DGB/MFB

IV. LES RESSOURCES ET DEPENSES DES ORGANISMES PUBLICS

La situation d'exécution budgétaire analysée pour l'année 2024 concerne 171 organismes publics (OP) du secteur parapublic qui cumulent un budget de **2 326,03 FCFA**. Ils sont constitués de :

- trente-quatre (34) agences ;
- trente-deux (32) structures administratives similaires ou assimilées et
- cent-cinq (105) établissements publics dont :
- trente-neuf (39) établissements publics de santé ;
- vingt-quatre (24) Universités, Facultés, Institut Supérieur d'Enseignement professionnel (ISEP) et centres des œuvres universitaires ;
- quatorze (14) Ecoles et Instituts ;
- quatorze (14) établissements publics à caractère administratif local (les Agences Régionales de Développement) et
- quatorze 14 établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) ;

1. Situation des budgets prévisionnels

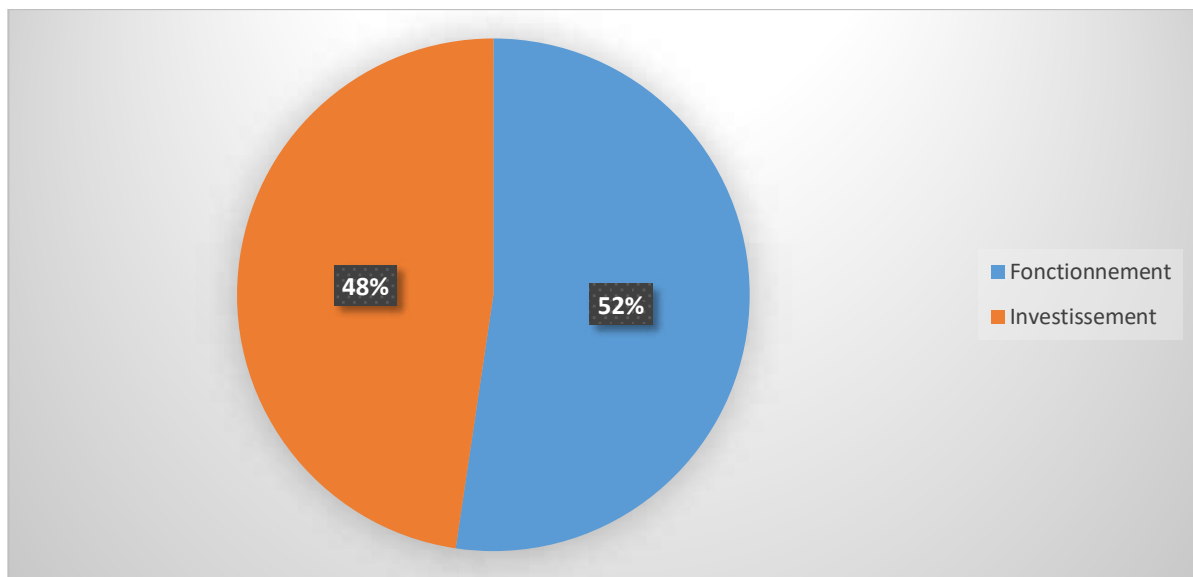
Les entités suivies au premier trimestre cumulent, au titre de l'exercice 2024, un budget prévisionnel de **2 412,51 milliards FCFA**.

Les ressources de ces entités comprennent :

- des ressources propres : **1 093,13 milliards FCFA**, soit 45,31% ;
- des transferts directs de l'Etat pour **703,31 milliards FCFA**, soit **29,15%** décomposés en transferts courants pour **432,23 milliards FCFA** (soit 34,22% des recettes globales de fonctionnement) et en transferts en capital pour **271,08 milliards FCFA** (soit 23,58% des recettes globales d'investissement) ;
- des ressources extérieures (PTF) pour **591,66 milliards FCFA**, soit **24,52%** et
- d'autres ressources (emprunts) : **24,41 milliards FCFA**, soit 1,02% des prévisions de recettes globales.

Les prévisions de dépenses sont réparties en fonctionnement pour un montant de **1 262,96 FCFA**, soit **52,35%** du budget et en investissement pour **1 149,55 FCFA**, représentant 47,35%.

Figure 15: Structure par nature du budget prévisionnel des entités suivies au premier trimestre 2024



Source : DSP/DGCPT/MFB

Les prévisions de dépenses de personnel sont évaluées à **326,37 milliards FCFA**. Elles représentent **25,84%** des prévisions du budget de fonctionnement et **13,52%** du budget global.

2. Situation d'exécution budgétaire

Les ressources mobilisées au 31 mars 2024 s'élèvent à hauteur de **593,23 milliards FCFA**, soit **24,59%** des prévisions.

Les réalisations de recettes sont réparties comme suit :

- recettes propres : **256,73 milliards FCFA**, soit **23,48%** des prévisions budgétaires ;
- transferts directs de l'Etat : **126,89 milliards FCFA**, soit **18,04%** des prévisions dont **103,78 milliards FCFA** de transferts courants et **23,11 milliards FCFA** en capital, soit des taux de mobilisation respectifs de **24,01%** et **8,52%** ;
- ressources extérieures (PTF) : **209,06 milliards FCFA**, soit **32,33%** et
- emprunt : **0,55 milliards FCFA**, soit **2,27%** des prévisions.

Le taux d'exécution globale des dépenses base prise en charge s'établit à **17,74%**, soit un montant de **428,10 milliards FCFA**. Les dépenses de fonctionnement sont exécutées à hauteur de **229,36 milliards FCFA** et celles d'investissement à **198,74 milliards FCFA**, soit respectivement **18,16%** et **17,29%** des prévisions.

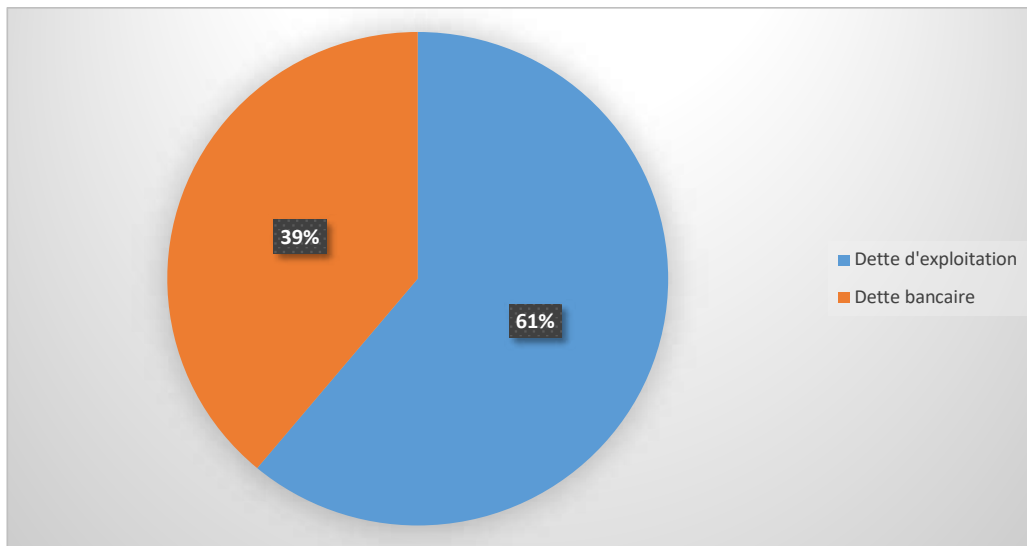
Les dépenses de personnel exécutées à hauteur **20,83%**, soit **67,99 milliards FCFA**, représentant **29,34%** des dépenses de fonctionnement du premier trimestre.

3. Situation de la dette

La dette globale des **171 structures** se chiffre à **371,29 milliards FCFA**. Elle se décompose en :

- dettes d'exploitation pour un montant de **226,77 milliards FCFA** et
- dettes bancaires pour un montant de **144,52 milliards FCFA**.

Figure 16 : Structure de la dette des entités suivies au premier trimestre 2024

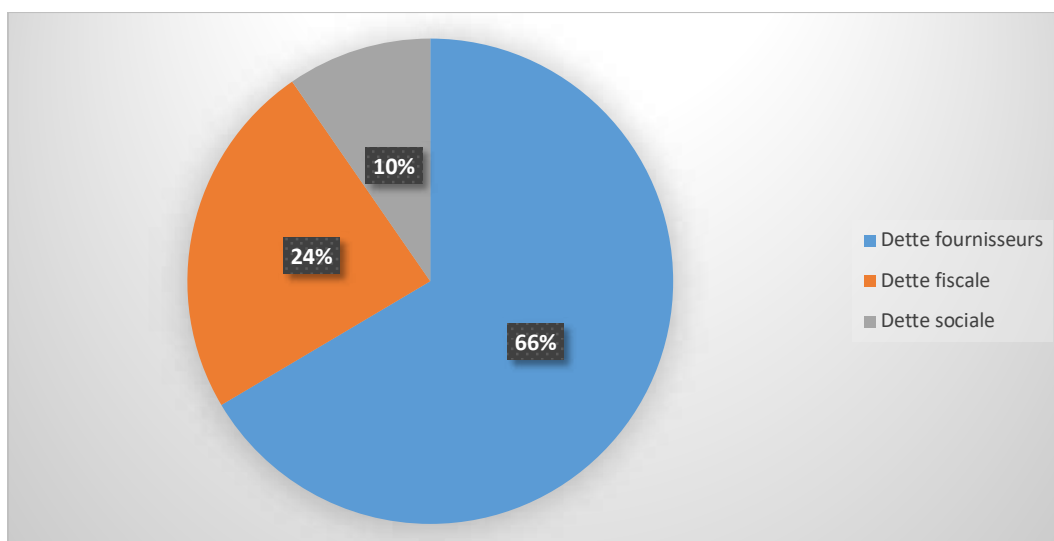


Source : DSP/DGCPT/MFB

La dette bancaire est constituée d'emprunts **144,38 milliards FCFA** et de découverts de **0,15 milliards FCFA** alors que la dette d'exploitation qui s'élève à **226,77 milliards FCFA** est ainsi décomposée :

- dettes fournisseurs de **150,76 milliards FCFA** ;
- dettes fiscales de **54,18 milliards FCFA** et
- dettes sociales de **21,83 milliards FCFA**.

Figure 17 : Structure de la dette d'exploitation des entités suivies au premier trimestre 2024



Source : DSP/DGCPT/MFB



ANNEXES

Annexe 1 : Situation détaillée d'exécution des recettes internes du budget général (en F CFA)

Nature de la recette	TRIM_1_2023	TRIM_1_2024
A1 RECETTES	789 820 513 926	803 241 155 310
A11 Recettes fiscales	707 346 250 372	735 446 929 179
A111 Impôts sur le revenu, les bénéfiques et gains en capital	258 769 353 774	260 566 504 401
A1111 A la charge des personnes physiques	126 044 468 529	119 599 794 538
A1112 impôts sur les Sociétés et autres entreprises	131 216 655 666	140 931 445 356
A1113 Non ventilables	1 508 229 579	35 264 507
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'oeuvre	10 797 549 994	10 657 014 707
A113 Impôts sur le patrimoine	9 466 068 104	8 568 584 867
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	1 448 779 188	1 396 119 750
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	8 017 288 916	7 172 465 117
A114 Impôts sur les biens et services	314 441 723 804	340 579 699 002
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	218 555 215 990	245 452 505 308
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	211 127 691 976	237 894 677 482
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	-	-
A1142 Accises	51 489 175 013	56 629 858 940
A1144 Taxes sur des services déterminés	-	-
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	23 684 634 111	25 808 150 439
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	1 046 493 770	1 328 521 802

Annexe 1 : Situation détaillée d'exécution des recettes internes du budget général (en F CFA)

Nature de la recette	TRIM_1_2023	TRIM_1_2024
A11452 Autres	23 684 634 111	24 479 628 637
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	102 782 110 219	98 635 301 633
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	102 782 110 219	98 635 301 633
A1152 Taxes à l'exportation	-	-
A116 Autres recettes fiscales	11 089 444 477	16 439 824 569
A13 Dons	31 556 000 000	28 058 649 999
A131 Reçus d'administrations publiques étrangères	31 200 000 000	28 058 649 999
A1311 Courants	4 000 000 000	-
A1312 En capital	27 200 000 000	28 058 649 999
A132 Reçus d'organisations internationales	356 000 000	-
A133 Reçus d'autres unités d'administration publique	-	-
A14 Autres recettes	50 918 263 554	39 735 576 132
A141 Revenu de la propriété	41 293 950 497	32 261 331 688
A1411 Intérêts	180 003 911	185 011 773
A1412 Dividendes	17 776 358 233	5 999 999 600
A1415 Loyers	23 337 588 353	26 076 320 315
A142 Ventes de biens et services	4 402 781 448	3 390 244 444
A1422 Droits administratifs	4 402 781 448	3 390 244 444
A1423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	-	-
A143 Amendes, pénalités et confiscation	-	-
A145 Recettes diverses non identifiées	5 221 531 609	4 084 000 000

Source : DEES/DGCPT/MFB

Annexe 2 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par ministère ou institution, par programme ou dotation et par catégorie de dépenses au 31 mars 2024Télécharger le tableau sur www.budget.gouv.sn

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par ministère ou institution selon la fonction (en milliards FCFA) au 31 mars 2024

Libellé Section	SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	DEFENSE	ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	AFFAIRES ÉCONOMIQUES	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	SANTÉ	LOISIRS, CULTURE ET CULTES	ENSEIGNEMENT	PROTECTION SOCIALE	Total général
Présidence de la République	17,73	0,25	-	3,02	-	0,08	-	1,10	-	0,03	22,21
Assemblée Nationale	5,81	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,81
Conseil Economique Social et Environnemental	1,89	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,89
Conseil Constitutionnel	-	-	0,54	-	-	-	-	-	-	-	0,54
Cour Suprême	-	-	0,65	-	-	-	-	-	-	-	0,65
Cour des Comptes	-	-	2,44	-	-	-	-	-	-	-	2,44
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	3,22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,22
Primature	7,21	0,04	-	0,20	-	-	0,38	-	0,46	0,50	8,79
Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	1,35	-	0,08	-	-	-	-	-	-	0,00	1,43
Ministère des Forces Armées	1,50	22,79	0,00	-	-	0,38	0,25	-	0,18	0,47	25,57
Ministère de l'Intérieur	5,94	0,05	19,33	-	-	-	-	-	-	0,02	25,34
Ministère de la Justice	-	-	5,19	-	-	-	0,00	-	0,69	0,40	6,28
Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur Public	1,33	-	-	-	-	0,36	-	-	-	0,00	1,70
Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	-	-	0,03	0,75	-	-	0,03	-	-	0,15	0,95
Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	-	-	0,01	5,12	-	-	-	-	0,01	0,00	5,14
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	-	-	-	24,79	-	-	-	-	0,19	0,00	24,98

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par ministère ou institution selon la fonction (en milliards FCFA) au 31 mars 2024

Libellé Section	SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	DEFENSE	ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	AFFAIRES ECONOMIQUES	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	SANTE	LOISIRS, CULTURE ET CULTES	ENSEIGNEMENT	PROTECTION SOCIALE	Total général
Ministère de l'Agriculture, de l'Equipeement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	-	-	-	43,80	-	-	-	-	0,05	0,00	43,86
Ministère des Finances et du Budget	7,44	-	1,00	3,77	-	-	-	-	0,68	0,02	12,91
Ministère du Pétrole et des Energies	-	-	-	126,42	-	-	-	-	-	0,00	126,42
Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	-	-	-	2,41	-	0,15	-	-	-	0,00	2,56
Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	0,04	-	0,04	-	21,49	5,73	-	0,28	-	0,00	27,58
Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	-	-	-	1,62	-	-	-	-	0,11	0,00	1,73
Ministère du Tourisme et des Loisirs	-	-	-	1,52	-	-	-	0,00	0,01	0,01	1,54
Ministère de l'Education Nationale	-	-	-	-	-	-	0,02	0,02	22,30	-	22,34
Ministère des Sports	-	-	-	-	-	-	-	0,74	-	0,00	0,74
Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	-	-	-	-	-	-	-	3,57	0,12	0,00	3,69
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0,03	-	-	-	-	-	12,47	-	0,21	0,20	12,92
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	0,03	-	-	4,45	-	-	-	0,77	-	0,01	5,25
Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	-	-	-	3,10	2,75	0,03	-	-	0,01	-	5,90

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par ministère ou institution selon la fonction (en milliards FCFA) au 31 mars 2024

Libellé Section	SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	DÉFENSE	ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	AFFAIRES ÉCONOMIQUES	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	SANTÉ	LOISIRS, CULTURE ET CULTES	ENSEIGNEMENT	PROTECTION SOCIALE	Total général
Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	-	-	-	-	-	-	-	-	0,41	1,24	1,65
Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	-	-	-	0,25	-	-	-	-	6,56	0,00	6,81
Charges non Réparties	60,55	-	-	17,60	-	3,00	-	-	-	-	81,15
Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération	3,31	-	-	1,18	-	-	-	0,34	-	-	4,83
Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	0,06	-	-	5,11	-	-	-	-	0,00	0,00	5,18
Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Économie Numérique	-	-	-	6,17	-	-	-	4,76	-	-	10,92
Ministère de la Microfinance de l'Économie Sociale et Solidaire	0,22	-	-	0,90	-	-	-	-	-	0,38	1,50
Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	1,77	-	-	3,99	-	0,01	-	-	-	0,01	5,77
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	0,11	-	-	0,31	4,76	7,55	-	-	-	0,01	12,75
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	0,09	-	-	2,18	-	-	-	0,15	-	0,07	2,48
Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures	-	-	-	5,67	-	-	-	-	-	-	5,67

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par ministère ou institution selon la fonction (en milliards FCFA) au 31 mars 2024

Libellé Section	SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	DEFENSE	ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	AFFAIRES ÉCONOMIQUES	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	SANTÉ	LOISIRS, CULTURE ET CULTE	ENSEIGNEMENT	PROTECTION SOCIALE	Total général
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	85,60	0,03	85,63
Ministère des Mines et de la Géologie	-	-	-	1,50	-	-	-	-	-	0,00	1,50
Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Équipement Sociale et Territoriale	-	-	-	12,04	-	-	-	-	-	24,07	36,11
Total général	119,63	23,13	29,30	277,88	29,00	17,29	13,14	11,72	117,59	27,61	666,29

Annexe 4 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par fonction selon la catégorie de dépenses (en milliards F CFA) au 31 mars 2024

Libellé Division	3. Dépenses d'acquisition de biens et services	4. Dépenses de transferts courants	5. Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	6. Dépenses de transferts en capital	TOTAL
SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	36,05	63,08	2,55	17,95	119,63
DEFENSE	14,59	0,35	8,06	0,13	23,13
ORDRE ET SECURITE PUBLICS	5,91	15,06	2,50	5,83	29,30
AFFAIRES ÉCONOMIQUES	3,74	177,45	4,04	92,66	277,88
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	1,36	22,12	0,68	4,84	29,00
LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	0,39	7,83	0,91	8,16	17,29
SANTE	5,67	6,66	0,19	0,63	13,14
LOISIRS, CULTURE ET CULTTE	1,29	7,42	0,82	2,19	11,72
ENSEIGNEMENT	19,85	91,68	0,43	5,63	117,59
PROTECTION SOCIALE	1,17	11,11	0,47	14,87	27,61
TOTAL	90,03	402,74	20,64	152,88	666,29



Direction générale du Budget

CONTACT



Avenue Carde x René Ndiaye -
Immeuble CCAP Dakar, BP 4017



infos@budget.gouv.sn-
www.budget.sec.gouv.sn



+221 33 826 40 35